

A cela nous répondons ainsi : si nous ne possédons pas de ressources suffisantes pour y arriver, nous en avons encore passablement, même dans le budget actuel, qui sont destinées non pas à développer la grande économie d'Etat, mais à soutenir l'économie petite-bourgeoise des paysans aisés et à entretenir les illusions utopiques des petits paysans, exposées plus haut.

c) Nous estimons que dans la situation actuelle de l'économie de notre pays, en tenant compte de l'avenir qui l'attend tel que je l'ai expliqué plus haut, de gros sacrifices matériels au capital international disposé à ranimer nos régions industrielles en léthargie sont le moindre mal plutôt que la situation actuelle et plutôt que celle où nous pourrions nous trouver dans de prochaines années en matière d'économie industrielle et rurale, et qui peut s'avérer pour nous désastreuse.

Penser que nous pourrions avec le poids spécifique dont jouit la classe ouvrière dans la politique de l'Etat, en appliquant un système d'impôts sur le revenu, constituer la masse de capital indispensable pour développer l'industrie éteinte, c'est se bercer d'une vaine illusion.

Croire que nous pourrions accumuler ce même capital, mais plus lentement, « centime par centime, sou par sou », en les obtenant dans l'industrie elle-même, c'est ajouter aux illusions de la petite paysannerie celle d'héritiers décadents des petits-bourgeois des villes. Pour un pareil mode d'accumulation il nous faudrait un demi-siècle. Nous ne pouvons pas encore nous représenter même approximativement dans combien de temps nous triompherons du déficit de notre budget. Seuls, de vains bavards peuvent dans de pareilles conditions parler d'accumulation réelle.

Tels sont nos désaccords essentiels au sujet de la politique économique du Parti et du système actuel de relations avec les paysans. Les conséquences de cette politique pèsent dès maintenant de tout leur poids sur la masse ouvrière, celle-ci en ressentira à l'avenir le poids encore bien plus fortement.

Se figurer qu'elle continuera à courber l'échine, c'est ne pas voir les phénomènes se produisant autour de soi, ou ne pas en comprendre la portée.

III. — La politique de notre Parti à l'extérieur, de même que celle de tout autre Parti, n'est que le prolongement, dans le domaine des relations internationales, de notre politique intérieure.

La plupart des traits caractéristiques de celle-ci se retrouvent dans la politique extérieure. Son défaut principal est qu'elle persiste à tout voir sous des couleurs propres à notre pays.

Le mot d'ordre du soi-disant « gouvernement ouvrier et paysan » se substituant à celui de « gouvernement ouvrier » n'a fait qu'exprimer une tentative vouée à l'insuccès de résoudre les problèmes principaux posés par le mouvement ouvrier de l'Europe Occidentale, en se servant de moyens et méthodes appliqués dans notre pays. Cela cause des échecs et, consciemment ou non, cette politique discrédite continuellement le rôle exercé par les parties les plus organisées et les plus conscientes du prolétariat de l'Europe Occi-

dentale ; elle cherche à trouver des points d'appui parmi les éléments prolétariens les moins conscients et « les paysans » de l'Europe Occidentale. Mais il n'y a pas là-bas de classe paysanne pareille à celle qui existait chez nous à l'époque de notre Révolution ; elle existe dans l'Extrême et le Proche-Orient. Mais nous savons maintenant ce qu'amène une tentative de s'appuyer sur les paysans ; exemple : la Bulgarie. Cette tentative imposée par le Comintern eut comme conséquence la débâcle du P. C. bulgare.

Nous savons exactement aussi que dans la Finlande paysanne, le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier et paysan » n'a pas de chances de succès, moins encore que partout ailleurs.

Telle est la principale orientation de notre politique dans les relations internationales. C'est elle qui détermina la tactique de l'I. C. en Allemagne, en Italie et en France. Dans tous ces pays d'une importance décisive pour la révolution internationale, cette tactique a conduit à arracher les forces des parcelles communistes de l'ensemble des forces organisées du prolétariat, à les opposer au reste du prolétariat en tant que partie la plus révolutionnaire, par contraste avec la masse ouvrière soi-disant incapable de participer consciemment aux actes de la révolution, ce qui a désorganisé et le mouvement ouvrier en général et sa partie communiste, isolant celle-ci de la masse ouvrière du prolétariat organisé et la privant de la possibilité d'une action permanente sur ces masses à l'intérieur de leurs rangs.

Nous sommes les adversaires les plus acharnés de cette politique. Nous ne voyons aucune possibilité de hâter la marche des événements en Europe occidentale dans le sens de la Révolution en agissant en dehors de la masse écrasante de la classe ouvrière et contre celle-ci. Nous voulons que les masses ouvrières communistes restent partie intégrante des masses ouvrières organisées dans les syndicats, les coopératives, les conseils et les comités d'usine, etc., pour que toute tentative de s'emparer du pouvoir dans ces organisations contre la volonté de la plus grande partie de leurs membres, ou d'établir des organisations du même ordre séparées de ces membres, soient résolument répudiées, car ce serait ainsi risquer des aventures périlleuses désorganisant le mouvement ouvrier.

Telle est dans ses grandes lignes notre position dans la question de la politique internationale.

Si, jusqu'à présent, nous avons besoin d'être soutenus par le prolétariat occidental, maintenant que nos relations avec l'Europe s'étendent et se régularisent, cet appui nous est encore bien plus nécessaire. Mais la politique qui consiste à discréditer toujours les ouvriers les plus organisés et les plus conscients, politique que nous avons toujours défendue et appliquée par l'intermédiaire de l'I. C., nous a amenés à isoler complètement les masses ouvrières de notre pays, du prolétariat de l'Europe occidentale, et à isoler pareillement la partie communiste de celui-ci des grandes masses prolétariennes de là-bas.

Les tentatives d'implanter mécaniquement nos méthodes de travail dans tous les pays de l'Europe occidentale créent des situations comme celle que nous voyons, par exemple, en Norvège.